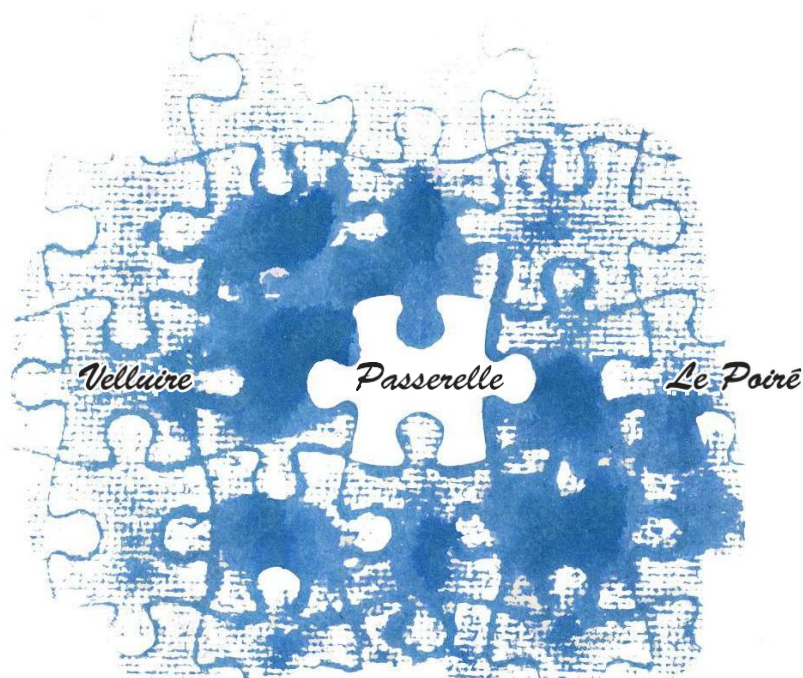


Commune des Velluire sur Vendée

Construction d'une passerelle piétonne et cyclable franchissant la Vendée

Marché Public

Mission complémentaire de maîtrise d'œuvre
(ACT / VISA / DET / AOR)



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Établi en application du code de la commande publique du 1er avril 2019

La procédure utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du CCP

Les *V*elluire
Sur
Vendée

3, Rue Pierre Ballard
85770 LES VELLUIRE SUR VENDEE

Table des matières

1.1	Objet du marché	3
1.2	Forme du contrat et lots	3
1.3	Groupement	3
1.3.1	Forme juridique du groupement.....	3
1.3.2	Compétences attendues du groupement	3
1.4	Éléments de la mission	3
1.5	Contrôle technique	4
1.6	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	4
1.7	Sous-traitance	4
3.1	Contenu des prix	5
3.2	Taux et seuil de tolérance	5
3.3	Forfait de rémunération	6
4.1	Règlement des comptes	6
4.2	Avances	7
4.3	Acomptes	7
4.4	Variation des prix	8
4.5	Délais de paiement et intérêts moratoires	8
4.6	Paiement des sous-traitants	8
5.1	Vérification des décomptes (phase travaux)	8
5.2	Modification du marché	9
5.3	Remise de documents	9
6.1	Durée du marché	9
6.2	Pénalités de retard	9
7.1	Admission des documents	10
7.2	Achèvement de la mission	10
8.1	Conditions de résiliation	10
8.2	Redressement ou liquidation judiciaire	11

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne **la maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une passerelle piétonne et cyclable franchissant la Vendée**.

Le type de marché est de maîtrise d'œuvre concernant les missions ACT / VISA / DET / AOR.

Code CPV 71241000 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse.

Le cabinet ARTELIA (44800 SAINT-HERBLAIN) a été missionné pour les phases ESQ/AVP/PRO/DCE.

Les phases ESQ/AVP ont été réalisées et la phase PRO est en cours de réalisation.

Les extraits de l'étude AVP sont joints à ce dossier de consultation

1.2 Forme du contrat et lots

Le présent marché est un marché ordinaire.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 Groupement

1.3.1 Forme juridique du groupement

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat choisit de se présenter en groupement conjoint, celui-ci devra préciser la répartition des dépenses entre les différents membres du groupement.

Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, il n'est pas autorisé de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Le mandataire et les cotraitants ne peuvent donc se présenter que dans un seul groupement, sous peine d'irrecevabilité des groupements concernés.

1.3.2 Compétences attendues du groupement

Le groupement devra comprendre les compétences suivantes :

- Bureau d'études génie civil et ouvrage d'art (mandataire)

1.4 Éléments de la mission

Le marché sera organisé selon les phases suivantes :

- VISA : Conformité et visa d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des travaux
- OPC : Ordonnancement pilotage et coordination
- AOR : Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement. Un détail spécifique de ces missions est apporté dans le point 3-2 du programme de travaux.

Une réunion publique de concertation et d'informations devra être incluse dans la proposition du candidat.

Toute mission complémentaire non incluse et nécessaire devra être précisée et faire l'objet d'une proposition au stade de l'offre, en tant qu'option.

1.5 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Le maître d'œuvre devra lui soumettre pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Il devra obtenir l'avis favorable de celui-ci sur les dispositions techniques retenues, tant au niveau des études, que de l'exécution des travaux.

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

1.6 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

1.7 Sous-traitance

Conformément à l'article L 2193-4 du code de la commande publique, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à le pouvoir adjudicateur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre.

Pour la déclaration de sous-traitance, doivent être précisés :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le programme de travaux
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021 (CCAG MOE)
- Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat notamment le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux
- La décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre
- Le mémoire technique du candidat

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître. Si besoin, les documents sont téléchargeables sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

ARTICLE 3 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1 Contenu des prix

Sauf disposition contraires, tous les montants dans le présent marchés sont exprimés hors TVA. Les prix HT (TVA en sus) seront réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

Le prix du maître d'œuvre tient compte des dépenses prévisibles et nécessaires à l'exécution du marché et notamment du temps de participation et de collaboration aux réunions organisées par la maîtrise d'ouvrage, des déplacements, de direction des réunions de chantier, des marges pour risque et des marges bénéficiaires.

En cas de cotraitance, le prix du mandataire et des cotraitants solidaires est réputé comprendre outre les dépenses afférentes à la représentation par le mandataire de l'ensemble des membres du groupement vis à vis du maître d'ouvrage public et à la coordination des prestations des membres du groupement, la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations exécutées par son sous-traitant, ainsi que les conséquences de sa défaillance.

3.2 Taux et seuil de tolérance

Le maître d'œuvre s'engage durant l'avancement des études, à vérifier que le projet et l'ensemble des prestations qu'il comporte, s'inscrivent dans le respect de son engagement au niveau du coût prévisionnel des travaux fixé par le maître d'ouvrage.

À l'issue des études PRO, le maître d'œuvre s'engage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux. Le taux de tolérance est de 5,00%.

Sur demande du maître de l'ouvrage le maître d'œuvre reprendra gratuitement ses études chaque fois qu'il constatera que le projet conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance. En cas de non-respect de cet engagement le maître de l'ouvrage est libre :

- D'accepter l'offre ou les offres des entreprises ;
- De demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet, compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. En application de l'article R. 2432-3 du code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

En cas de reprise des études, le maître d'œuvre adresse les études reprises au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande de reprise.

Après acceptation par le maître de l'ouvrage des études reprises, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage d'engager une nouvelle procédure ou de poursuivre la procédure existante selon le cas.

3.3 Forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle d'un montant de 1 141 050,00 € HT.

La rémunération définitive du maître d'œuvre est arrêtée par voie d'avenant.

Le forfait de rémunération varie avec le coût définitif des travaux dans les conditions suivantes :

Coût des travaux	Forfait de rémunération
$C_p < 0,95 \times C$	$F = 1,05 F_p$
$0,95 \times C \leq C_p < 1,05 \times C$	$F = F_p$
$1,05 \times C \leq C_p < 1,1 \times C$	$F = 0,98 F_p$
$C_p \geq 1,1 \times C$	$F = 0,95 F_p$

C_p : Coût prévisionnel affectés aux travaux par le maître d'ouvrage ;

C : Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage ;

F_p = Forfait de rémunération provisoire de la maîtrise d'œuvre au stade remise des offres de la consultation

de maîtrise d'œuvre

F : Forfait de rémunération définitif de la maîtrise d'œuvre

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

ARTICLE 4 RÈGLEMENT DES COMPTES

4.1 Règlement des comptes

Le titulaire transmet sa facture de façon dématérialisée via la plateforme Chorus Pro avec le numéro SIRET de la commune 214 400 632 00011.

4.2 Avances

Sous réserve des conditions prévues aux articles R2193-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché (lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois).

L'option A est retenue pour ce marché selon l'article 11.1 du CCAG MOE.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

4.3 Acomptes

La demande de paiement des prestations doit être justifiée par les prestations réalisées, par acompte périodique, avec les pièces nécessaires à la justification du paiement, selon l'échéancier suivant :

Mission	Échéancier
Assistance à la passation des contrats de travaux prévue dans la mission	50 % à la remise du dossier de consultation des entreprises
	50 % après l'achèvement de l'analyse des offres
Direction de l'exécution des travaux	80 % à l'avancement des travaux
	20 % à la remise des DOE (dossiers des ouvrages exécutés)
Visa Ordonnancement pilotage et coordination	100 % au prorata de l'avancement de la mission
Assistance aux opérations de réception.	50 % à la réception 25 % après la levée des réserves éventuelles 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 10 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

La demande de paiement mentionne les références du marché ainsi que :

- Le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG MOE
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement en faisant apparaître, s'il y a lieu, les pénalités appliquées.

4.4 Variation des prix

La rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire, ferme et révisable.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois de février 2026. Ce mois est appelé « mois zéro ». Le coefficient de révision applicable pour le calcul de l'acompte est donné par la formule suivante :

$$0,15 + 0,85 \times \text{Index (n)} / \text{Index (0)}$$

L'indice est « Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 » - Identifiant INSEE 001711010.

L'index (n) correspond au moins n d'exécution des prestations et l'index (0), correspond au mois (0) d'établissement des prix du marché.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés deviennent invariables et définitifs jusqu'à la prochaine révision. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

4.5 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

5.1 Vérification des décomptes (phase travaux)

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis dans un délai maximal de 8 jours. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Après l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification du projet de décompte final établi par l'entrepreneur dans un délai maximal de 10 jours.

5.2 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux.

5.3 Remise de documents

Les documents seront à remettre :

Documents	Exemplaires
Autorisation d'urbanisme ou de travaux	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique
Dossier des ouvrages exécutés	1 exemplaire papier (sauf plans en 2 exemplaires) et 1 exemplaire numérique

Le maître d'œuvre devra également fournir les exemplaires nécessaires aux démarches administratives et les éléments demandés par les bureaux de contrôle.

ARTICLE 6 DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

6.1 Durée du marché

La fin du marché est fixée fin du semestre 2027, sans compter la phase de garantie de parfait d'achèvement.

Le maître d'œuvre devra présenter un planning prévisionnel respectant cette échéance, comprenant les phases de validation du maître d'ouvrage.

Les délais maximums d'établissement des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés sont fixés comme suit :

Mission	Échéancier
Analyse des offres (phase ACT)	2 semaines
Exécution des travaux (phase préparatoire à réception)	9 mois
Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

6.2 Pénalités de retard

Conformément à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, les pénalités sont les suivantes :

Situation	Montant pénalités
En cas de retard dans la remise des livrables	150€ par jour calendaire de retard
En cas de retard dans les délais de vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs ou du projet de décompte final	150€ par jour calendaire de retard
En cas de retard dans la réalisation et la transmission des procès-verbaux de réceptions	250€ par jour calendaire de retard
Pénalité pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	10% du montant du contrat
Absence à une réunion de chantier	150€ par absence constatée
Retard supérieur à 30 minutes à la réunion de chantier	50€ par demi-heure de retard constatée
Retard dans l'envoi des DOE (dossiers des ouvrages exécutés)	250€ par jour calendaire de retard
Retard dans l'instruction des réclamations des entreprises	250€ par jour calendaire de retard

ARTICLE 7 ACHÈVEMENT DE LA MISSION

7.1 Admission des documents

Les opérations de vérifications se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG MOE, soit un délai de deux mois au maître d'ouvrage pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

Ces décisions seront prises en respect des dispositions de l'article 21 du CCAG MOE.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

7.2 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de l'admission ne sont pas toutes levées à la fin de cette période, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

ARTICLE 8 RÉSILIATION DU MARCHÉ

8.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

8.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 9 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET DES LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tribunal de NANTES : Grefte.ta-nantes@juradm.fr

ARTICLE 10 DÉROGATIONS AU CCAG

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 « pièces contractuelles » du CCAG MOE L'article 4.4 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 « prix » du CCAG MOE

L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 « délai d'exécution » du CCAG MOE L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 16 « pénalités » 2 du CCAG MOE

L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 « résiliations » du CCAG MOE